

TRIBUNE

VOSGIENNE CONTRE LA VIDEOSURVEILLANCE

« NON » à la vidéosurveillance dans les villes de notre département.

Il y a peu, pas moins de 16 villes du département ont déposé un dossier pour bénéficier d'aides à la DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux), encouragées par le préfet des Vosges pour installer des caméras de vidéosurveillance dont 30 à Epinal, à Pouxieux avec ses 2000 habitants, à Bazoilles sur Meuse avec 610 habitants, Jussarupt, Plainfaing, Le Val d'Ajol, Ramonchamp, Rupt sur Moselle, Saulcy sur Meurthe...

C'est intolérable...

Les représentants de Gérardmer, la ville la plus touristique des Vosges, n'envisagent pas de mettre en place la vidéosurveillance dans les rues. En effet, les municipalités successives s'y sont toujours opposées invoquant à juste titre une atteinte aux libertés individuelles.

Pour la seule ville d'Epinal, cela coûterait 300000 € aux contribuables. Et ce simplement pour rassurer la population aux dires mêmes des décideurs. Plutôt que d'opposer les citoyens entre eux et d'attiser les peurs, recréons du lien social...

Rappelons que la ville de Nice dispose de 1500 caméras sur son territoire, et pourtant, le 14 juillet 2016, cela n'a malheureusement pas empêché l'horrible attentat qui a fait 87 morts. C'est l'escalade, la reconnaissance faciale a été expérimentée lors du carnaval en début d'année...

La vidéosurveillance déplace la délinquance, mais ne résout pas le problème, c'est avant tout un moyen de repérer les manifestants, les militants syndicaux, politiques et associatifs...

L'efficacité de ce procédé n'a jamais été démontrée. Il est intrusif, il porte atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée.

Il serait plus judicieux d'engager un vrai projet communal écologique, économique et social : accessibilité des bâtiments publics, accueil digne des migrants... Ce ne sont pas les sujets qui manquent et tous ces projets sont générateurs d'emplois qui profiteraient directement à l'économie locale.

Nous ne voulons pas céder à l'atmosphère ambiante empreinte de suspicion et d'individualisme. La politique menée actuellement est liberticide, génératrice d'insécurité sociétale. Cela nous entraîne vers des dérives autoritaires, dangereuses pour l'équilibre de notre pays.

Nous nous opposons à un projet purement politicien en vue des prochaines échéances électorales. Ne cédon pas à l'appel des thèses de l'extrême droite.

C'est pourquoi nous demandons aux maires et aux conseillers municipaux, ainsi qu'aux représentants des communautés de communes de s'opposer à tout projet de surveillance et de répression.

Nous voulons vivre dans un monde meilleur, plus solidaire, plus harmonieux et pour cela nous voulons agir au niveau local, en commençant par le fondement de notre démocratie, la commune.

